

AKTUELL

PIRATES

Opération Strasbourg

Luc Caregari

Les pirates européens montent à l'abordage du Parlement européen, le premier d'ailleurs dans lequel ils avaient réussi à infiltrer un des leurs. La fondation du parti des pirates européen au Luxembourg est aussi un signe de l'importance de la branche locale.

On s'était attendu à du champagne et des huîtres, mais, finalement, devant la petite salle du premier étage à l'abbaye de Neumünster ne traînaient que quelques bouteilles d'eau plate entamées, et visiblement réservées aux membres des partis réunis ici pour décider du manifeste pour un parti pirate européen. L'événement était dominé par la branche luxembourgeoise de ce mouvement politique neuf, qui s'est toujours dit internationaliste et dont les différents représen-

tants ne craignent pas d'être accusés de copier et coller des logos et des revendications d'autres partis. Pour un mouvement qui réclame haut et fort l'abolition des droits d'auteur, ce serait d'ailleurs absurde.

Soucieux de fonder cette dimension européenne sur quelque chose de durable, Sven Clement, le président du parti des pirates luxembourgeois a longuement insisté dans son discours d'introduction sur l'importance d'adopter ce manifeste (et les statuts) le jour du cinquantenaire de la mort de Robert Schuman. Même si on ne peut pas être sûr que le vieux Schuman ait vraiment apprécié cette mention spéciale. A la lecture de ce manifeste, on doit d'ailleurs constater que son élaboration a sûrement été faite sous le signe du plus petit commun dénominateur : droits civiques, transparence, droits d'auteur et brevets, ainsi qu'un internet neutre - pas de vraie surprise donc.

Quoi qu'il en soit, les pirates de Norvège, Suisse, Catalogne, France, Belgique, Suède, Italie, Grèce et Russie se sont soumis aux règles de la démocratie de base pour faire les premiers pas en direction d'un parti européen. Qu'il y ait des partis issus de pays n'appartenant pas à l'Union européenne n'est pas un problème se-

lon Clement : « Il y a différentes motivations pour ces partis de s'intéresser à ce processus. Premièrement, le Parlement européen reconnaît aussi des partis qui ont un certain quota de sous-partis implantés dans l'Union. » D'après Clement, pour les Suisses et les Norvégiens, c'est surtout leur attitude plutôt pro-européenne qui a joué, ainsi que la solidarité entre pirates. « Pour les Catalans c'est plus compliqué, dans la mesure où la constitution d'un parti pirate espa-



Vote à main levée : les pirates européens rendent hommage à la démocratie de base.

gnol a échoué, mais que cette structure n'est pas encore proprement dissoute. » Le président explique qu'il faudra attendre qu'une confédération des partis pirates espagnols se constitue. Quant aux Russes, il s'agit aussi d'une question géopolitique, l'Union étant plus proche que les partis pirates des Amériques. « C'est aussi un moyen de chercher la reconnaissance à laquelle ils n'ont pas droit dans leur pays. Car le ministère de la Justice russe ne reconnaît pas le parti pirate russe, sous prétexte que la piraterie serait illégale. Mais, au moins, le parti des pirates belges n'est pas divisé entre Flamands et Wallons, c'est déjà quelque chose », renchérit Clement.

Mais même avec cette signature, la bataille pour Strasbourg n'est pas encore gagnée. Les pirates risquent de se retrouver encore pour une législature dans la fraction des Verts européens, où siègent leurs deux seuls représentants à ce jour, les Suédois Christian Engström et Amelia Andersdotter. Car pour être reconnu parti européen par le parlement de Strasbourg, il faut un certain quota de représentants dans les parlements nationaux et à l'hémicycle européen. Tout dépend donc de l'issue des élections nationales à venir en Allemagne, mais aussi en Norvège et au Luxembourg.

SHORT NEWS

Maison de l'orientation en construction

(Max Doerner) - Au Luxembourg le taux de jeunes au chômage dépasse ce mois les 19 pour cent ! La « maison de l'orientation » censée pallier ce problème est le sujet d'une question du député libéral André Bauler, qui demande aux ministres concernés de tirer un premier bilan de la structure. Derrière la façade de l'immeuble sur la place de l'Etoile se cachent cinq services, spécialisés dans la consultation et l'accompagnement des jeunes, autrefois séparés. Les jeunes y sont encadré, entre autres par l'Action locale pour jeunes, le service d'orientation professionnelle de l'Adem et le SNJ en matière d'orientation professionnelle. Cependant, sans direction et sans projet de loi, la maison reste à la recherche d'une politique commune, et la structure actuelle peut donner lieu à des rivalités entre services. Un comité de pilotage garantit jusqu'à présent la coordination et l'élaboration d'un plan d'action. Pourtant, en l'absence d'un budget commun, elle voit son champ d'action très limité. La réponse de la ministre Delvaux fournit quelques chiffres sur la fréquentation des différents services de la maison par les jeunes, mais elle reste floue quant aux prochaines étapes. Nul doute que le regroupement sous un toit créera et renforcera à long terme les liaisons entre les différents services, mais il reste du travail à faire pour que la maison puisse mériter pleinement son nom.

Portes ouvertes à l'ADR

(lc) - En psychologie, on appellerait cela déni de la réalité. L'ADR, qui est certainement le parti le plus mal en point pour les élections législatives d'octobre, semble vouloir opérer un retour aux sources tout en s'ouvrant à toutes les coalitions possibles. Ainsi, les anciens « Kompetent a konsequent » se veulent maintenant « Eierlech, sozial, lëtzebuergesch » selon le nouveau slogan présenté cette semaine. Ainsi jouent-ils la carte du nationalisme en se posant comme défenseurs des valeurs luxembourgeoises par excellence : la langue et l'« identité », en s'opposant diamétralement au droit de vote des étrangers. Mais ils vont aussi pêcher à gauche en refusant toute manipulation de l'index. Et l'ADR jette son hameçon même dans les eaux libérales, en promettant de défendre bec et ongles la place financière, « si nécessaire à notre pays », comme l'a précisé Jean Schoos, le nouveau président, qui a en même temps révélé que l'ADR voulait en tout cas retrouver son statut de fraction. Ainsi, pensent-ils, pourraient-ils peut-être même prendre place au prochain gouvernement, comme l'estimait Gast Gybérien, qui se dit confiant que CSV ou LSAP vont appeler son parti à la recousse si leur résultat était trop maigre.

Bourses étudiantes - L'Unel s'en mêle

(Stephanie Majerus) - Il y a deux mois, la Cour de justice de l'Union européenne est parvenue à la conclusion que l'aide financière de l'Etat pour les études supérieures - depuis 2010 sous le ministre Biltgen cette aide est constituée d'une bourse et d'un prêt - ne pouvait se limiter aux résidents du Luxembourg, mais devrait aussi être accordée aux enfants des frontaliers qui poursuivent des études. Le montant de la bourse s'élèvera environ à 3.000 euros par semestre pour 2013-2014, mais une réforme de la loi est prévue pour après les élections. Pour présenter ses propositions de réforme, l'Unel (Union nationale des étudiant-e-s du Luxembourg) a tenu une conférence de presse ce jeudi. L'Unel propose un système à trois piliers selon les principes d'universalité et d'équité sociale. Le premier garantit une allocation universelle à chaque étudiant comme conçu par la réforme de 2010. Le deuxième pilier consiste en une allocation complémentaire qui sera échelonnée selon des critères sociaux (revenu effectif, coût de la vie, enfants à charge, etc.) Celle-ci devrait être remboursable en partie à taux zéro. Le troisième pilier serait un prêt tel qu'il est déjà accordé, qui devrait rester optionnel. La conférence s'est conclue par la présentation d'une affiche conçue pour promouvoir le thème avant les élections. Plus d'informations sur : www.aidefin.lu